

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
12 avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALLERGIE

6 avenue Gourgaud
75017 Paris

Références : 477-2025
Code AIOT : 0007001004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement CALLERGIE implanté Rue du Docteur Schaffner 62221 Noyelles-sous-Lens. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour finalité de vérifier l'avancement des travaux de mise en conformité du site au regard des Meilleures Techniques Disponibles applicables au site, et également de faire un point consolidé sur les résultats de la surveillance en dioxines et furannes aux rejets des deux lignes, dans l'objectif de pouvoir proposer la levée de l'arrêté de mise en demeure du 11/12/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALLERGIE

- Rue du Docteur Schaffner 62221 Noyelles-sous-Lens
- Code AIOT : 0007001004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de NOYELLES-SOUS-LENS actuellement exploitée par CALLERGIE traite par incinération les déchets suivants, en provenance pour l'essentiel de la « Communauté » LENS LIEVIN (36 communes totalisant environ 252 000 habitants) :

- les ordures ménagères résiduelles (Omr) : collecte chez les particuliers et également refus issus des centres de tri des déchets ménagers
- les déchets non dangereux (ex DIB : déchets industriels banals)
- les déchets hospitaliers ou déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Dans les faits, CALLERGIE, titulaire de l'autorisation d'exploiter, a confié l'exploitation de cette unité à INOVA OPERATIONS qui fait aujourd'hui partie du pôle PAPREC ENERGIES.

Sur le plan administratif, le site fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004 modifié ayant autorisé initialement la prise en charge et le traitement annuels de 106 000 tonnes de déchets ménagers et 3 000 tonnes de DASRI. Le dernier arrêté préfectoral complémentaire en date du 13/07/2018 a acté l'augmentation de la quantité maximale de DASRI pouvant être réceptionnée par CALLERGIE : 5 000 t/an, sans remise en cause du tonnage annuel total autorisé de 109 000 tonnes.

En 2023 et 2024, l'usine a traité et valorisé respectivement 98 522 et 91 059 tonnes de déchets urbains.

L'usine d'incinération comprend les principales installations suivantes :

- un poste de pesage
- une zone de réception et de stockage des déchets ménagers et assimilés
- une zone spécifique de réception et de gestion des déchets hospitaliers
- deux fours à grille équipés chacun, depuis fin 2010, d'une chaudière verticale dans le cadre de la valorisation énergétique
- un traitement des fumées par ligne d'incinération
- un parc à mâchefers (le traitement de ces derniers pour valorisation est aujourd'hui externalisé).

La valorisation énergétique est assurée par détente de la vapeur surchauffée produite par les chaudières dans une turbine à condensation qui entraîne un groupe turbo-alternateur de 8,2 MW pour la production d'énergie électrique (près de 60 GWh par an : export sur le réseau EDF auquel il convient de soustraire l'autoconsommation, de l'ordre de 15%).

La performance énergétique de l'installation, calculée par l'exploitant selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 modifié a été de 90 % en 2023 et n'a été que de 65 % en 2024 notamment en raison de périodes d'arrêt pour travaux. Ces résultats tiennent compte de l'énergie thermique consommée (réchauffeurs d'air primaire, réchauffage de la bûche alimentaire et dégazeur) depuis la mise en service de l'instrumentation le 23/12/2013, et la vérification de sa conformité en début d'année 2014. Ils intègrent par ailleurs le facteur de correction climatique prévu par l'arrêté ministériel du 07/12/2016 (coefficient retenu : 1,089). Les activités du site sont visées par la rubrique "IED" 3520. En fin d'année 2020, CALLERGIE a donc adressé au Préfet du Pas-de-Calais le dossier de réexamen consécutif à la parution du BREF WI (document sur les meilleures techniques applicables aux activités de traitement thermique des déchets à compter de début décembre 2023). Ce dossier, dans lequel l'exploitant n'a pas sollicité de demande de dérogation, a été instruit par l'Inspection et a fait l'objet d'un donné acte préfectoral le 03/02/2023. Il met en évidence la nécessité d'importants travaux de mise en conformité, en particulier pour le respect des nouveaux seuils d'émission réglementaires définis

pour les rejets atmosphériques en NOx.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mises en conformité IED	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1, 2 et annexes	Sans objet
2	Respect VLE sur le paramètre PCDD/F	AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection menée le 27 août 2025 a permis de constater un avancement significatif de l'important chantier de mise en conformité vis-à-vis des Meilleures Techniques Disponibles : achèvement des travaux sur la ligne 1 qui avait pu redémarrer à la date de l'inspection (à cette date, les travaux identiques sur la ligne 2 étaient programmés en septembre 2025), et travaux bien engagés concernant les utilités communes.

Concernant la problématique de qualité des rejets en dioxines et furannes (PCDD/F) sur les deux lignes, elle paraît aujourd'hui solutionnée et maîtrisée : les résultats obtenus en semi-continu depuis la fin des travaux menés dans cet objectif en 2024 montrent en effet des concentrations respectant toutes assez largement la valeur limite de 0.08 ng/Nm³, ce qui permet de proposer au préfet la levée de l'arrêté de mise en demeure du 11/12/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mises en conformité IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1, 2 et annexes
Thème(s) : Risques chroniques, Mises en conformité IED
Prescription contrôlée : Les prescriptions des annexes du présent arrêté [arrêté ministériel du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520...] sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er, autorisées avant le 3 décembre 2019, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 du code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution 2019/7987, au 3 décembre 2023, sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent. Objectif principal : constat de l'avancement du chantier conformément au planning présenté à l'Inspection dès 2024 et en particulier :

- mise en place effective du traitement catalytique des NOx pour le respect de la concentration de 80 mg / Nm3 (MTD n° 29)
- changement du système de contrôle commande de l'usine et mise en place des analyseurs en continu du mercure, surveillance en semi-continu des PCB Dioxin-like (MTD n°4 et 31)
- modifications plate-forme mâchefers dont couverture (MTD n°23 et 24)

Constats :

Pour rappel, la CALL a souhaité reprendre à son compte la maîtrise d'ouvrage du chantier des mises en conformité dites "IED" du CVE CALLERGIE après le dépôt, début décembre 2020, du dossier de réexamen en préfecture ; dès lors, elle a fait réaliser plusieurs études d'ingénierie complémentaires, et à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, a finalement attribué début avril 2024 le marché de conception réalisation de ce chantier au groupement PAPREC ENGINEERING / AJGD Architecte.

Le 27/08/2025, l'exploitant a précisé qu'avant l'engagement des travaux conséquents requis sur site, une phase d'opérations préalables avait été menée pour minimiser au mieux la durée des arrêts successifs de chacune des deux lignes. Exemples non exhaustifs : mise en place des deux analyseurs du mercure en continu en février/mars 2025, et surtout, retrait des électrofiltres et déplacement des économiseurs pour permettre l'installation anticipée en leur lieu et place, des deux nouveaux dispositifs de traitement des oxydes d'azote (FINOX + éco aval), un sur chaque ligne. Les deux électrofiltres, suspectés d'être le siège d'une reformation des dioxines et furannes, avaient été by-passés, respectivement en juin et septembre 2024 sur les lignes 1 et 2 (voir point de contrôle n°2).

Vu sur site le 27/08/2025 :

ligne 1 du site en fonctionnement, après réalisation des travaux de mise en conformité "IED" sur cette ligne du 05/07 au 05/08 comme prévu dans le planning : en particulier, ont pu être constatés l'installation et le raccordement de l'économiseur n°1, du catalyseur FINOX et de l'économiseur n°2 (ces derniers ont été installés après le 3ème parcours chaudière, en lieu et place de l'électrofiltre). Les nouveaux équipements étaient calorifugés.

mêmes équipements (FINOX et économiseurs) installés sur la ligne 2, mais non encore raccordés, ni calorifugés.

La ligne 2 a dû également être mise à l'arrêt du 13 au 21/07 pour le changement et raccordement du système numérique de contrôle commande (SNCC) des installations de l'usine, connexion des nouveaux automates et migration des supervisions.

Il a été constaté sur ce point la nouvelle installation de supervision utilisée en salle de commande et, dans le local informatique :

la présence de nouveaux automates siemens ; bon nombres d'autres automates ont été installés de manière dispersée dans l'usine pour optimiser les longueurs de câbles à tirer (difficulté de regroupement liée à la configuration de l'usine)

les deux PC qui traduisent les données brutes collectées vers les appareils «AMESA», lesquels permettent d'établir et de présenter les résultats sur les différents paramètres de pollution surveillés au regard des prescriptions réglementaires.

Principe du traitement des NOx mis en place sur site, rappelé par l'exploitant : l'essentiel du traitement se fait par injection d'ammoniaque dans le foyer chaudière, et le traitement complémentaire qui doit permettre d'atteindre les 80 voire 50mg/Nm3 se fait par la fuite d'ammoniaque poussée à la vapeur de manière brumisée et diffuse dans le FINOX (réacteur catalytique finisseur "High Dust").

Observation : le retrait de l'électrofiltre de chaque ligne, nécessaire à la fois pour solutionner la problématique des PCDD/F et permettre la mise en place du FINOX et de l'économiseur aval, va avoir une incidence sur les déchets générés : baisse sensible des quantités de cendres et composition différente des REFIOM, comportant davantage de cendres. A noter qu'une installation déportée de l'équipement FINOX serait moins performante et nécessiterait des apports de chaleur.

Lors du contrôle, l'exploitant a précisé :

- que l'arrêt courant juillet avait été mis à profit pour la mise en place de divers équipements dont certains devaient être opérationnels au redémarrage de la ligne 1 : nouvelle installation d'air comprimé, nouveaux broyeurs de bicarbonate, changement du tapis de convoyage des mâchefers

- que la ligne 1 avait été remise en service le 06 août.

- en réponse à l'Inspection sur le retour d'expérience depuis ce redémarrage, que les valeurs mesurées au rejet sur plusieurs paramètres dont les NOx n'avaient pas encore atteint les objectifs attendus (phase nécessaire de réglages et mises au point toujours en cours), et que les résultats moyens obtenus au rejet de la ligne 1 sur le paramètre NOx étaient de l'ordre de 100 à 120mg/Nm3

Relevé effectué le 27/08/2025 en salle de contrôle de la dernière concentration moyenne mesurée sur 24 heures : 127 mg/Nm3.

Compléments d'information actualisés concernant les résultats sur le paramètre NOx :

Les contrôles réglementaires du second semestre 2025 sur le paramètre NOx réalisés le 20/08/2025 pour la ligne 1 et le 13/08/2025 pour la ligne 2, portés à la connaissance de l'Inspection le 17/10/2025, donnent respectivement les résultats de 130 mg/Nm³ et 184 mg/Nm³ (travaux de raccordement du FINOX non encore réalisés sur la ligne 2 au moment de ce contrôle).

A l'occasion d'un échange début novembre 2025, l'exploitant a pu confirmer à l'Inspection que

les réglages opérés permettaient de respecter la valeur limite réglementaire de 80 mg/m³. Il l'a aussi informée de la mise en place très prochaine d'une rampe supplémentaire d'injection d'ammoniaque en partie supérieure de chaudière (en zone de température des gaz moins élevée). - que la mise en service du système automatique de nettoyage des économiseurs de la ligne 1, basé sur le principe de très légères explosions gaz permettant de décoller les particules, n'était pas encore opérationnelle. Les opérations de «ramonage» étaient par conséquent réalisées par intervention manuelle sur le même principe.

Pour partie en raison de l'absence de nettoyage des économiseurs, il était observé à cette date que les températures entrée FINOX prévue à 240°C, et entrée filtre à manches, prévue à 180°C, étaient trop élevées.

Relevés en supervision de la ligne 1 sur site le 27/08 :

températures des gaz sortie chaudière : 342°C, entrée FINOX : 270°C, entrée filtre à manches : 211°C. Cette dernière température trop élevée doit appeler à la vigilance de l'exploitant pour éviter un endommagement des manches.

Vu également sur site le 27/08/2025, en lien avec les travaux de mise en conformité IED :

stations d'injection de dolomie pour l'alimentation des chaudières, injection nécessaire pour garantir le bon fonctionnement des équipements FINOX (protection vis-à-vis des attaques de gaz acides)

deux nouveaux broyeurs de bicarbonate de sodium, plus performants que ceux qui étaient en place (celui alimentant la ligne 1 était opérationnel et en service le 27/08/2025). L'un des "anciens" broyeurs sera maintenu en secours. S'il doit être sollicité, il permettra un traitement satisfaisant des rejets mais l'exploitant considérera la situation de traitement en mode dégradé, compte tenu de ses performances moindres.

Pour observation, en réponse à une demande de l'Inspection, l'exploitant a précisé que la station supplémentaire d'injection de charbon actif avec «asservissement» aux mesures réalisées sur les gaz au point de rejet, prévue dans le dossier de modifications adressé en préfecture en janvier 2025, ne serait pas réalisée.

présence des deux analyseurs de mercure de marque ENVEA dans le local des appareils AMESA (repérage non effectif sur les deux appareils de la ligne 1 ou 2 qu'il analyse). Compte tenu de la chaleur significative dégagée par ces appareils, l'exploitant a prévu un renfort de climatisation de ce local.

Les procédures de vérification "QAL 2" des deux analyseurs Hg avaient été réalisées en août par un prestataire spécialisé ; les vérifications AST étaient prévues mi-novembre 2025 (les résultats des mesures de surveillance en mercure relevés le jour de l'inspection mettaient en évidence le fait que les corrections sur la base de ces vérifications n'avaient pas été apportées).

réalisation effective des mesures en semi-continu des PCB DL sur les deux lignes

deux nouveaux compresseurs de marque ATLAS COPCO. Un compresseur existant est également maintenu sur site après avoir fait l'objet d'une révision complète ; il aura vocation à être utilisé en secours et durant les périodes de maintenance des nouveaux compresseurs.

silencieux installé sur ventilateur de tirage des rejets atmosphériques de la ligne 1

travaux engagés pour le démantèlement de l'ancienne chaîne de traitement des mâchefers au droit de la plate-forme mâchefers, mise en place d'un nouveau tapis de convoyage des mâchefers et marquages au sol concernant l'emprise du futur ouvrage de couverture en demi-lune; il sera dimensionné pour abriter les mâchefers à hauteur de 36 heures de production, avant chargement et expédition en filière de valorisation extérieure. Au jour de l'inspection, les mâchefers étaient déversés dans une alvéole provisoire. La réalisation de la couverture du stockage des mâchefers a dû être légèrement reportée ; à la date de l'inspection, elle devait intervenir courant septembre voire octobre 2025.

L'exploitant a précisé que le constat d'achèvement des travaux pour la ligne 1 et les utilités communes avait été réalisé le 06/08/2025 en présence de PAPREC ENERGIES, PAPREC ENGINEERING, la CALL et l'AMO de cette dernière. A la demande de l'Inspection, ce document encore en cours de relecture/validation lors de l'inspection, lui a été transmis par la CALL. L'exploitant a également confirmé à l'Inspection que les DOE seraient dès que possible disponibles sur site en version numérique.

L'arrêt de la ligne 2, notamment pour le raccordement des FINOX et économiseurs était planifié courant septembre 2025 et le constat d'achèvement des travaux sur site programmé a priori le 16/09/2025. Par mail du 17/10/2025, la CALL a précisé à l'Inspection que les phases de réglage et essais de performance sur site étaient en cours après réalisation des travaux courant septembre et remise en service de la ligne 2, et aussi que le constat d'achèvement des travaux pour cette ligne était en cours de finalisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect VLE sur le paramètre PCDD/F

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air : respect VLE PCDD/F

Prescription contrôlée :

La Société CALLERGIE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 6 avenue Gourgaud, 75017 PARIS est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités exercées sur le site du centre de valorisation énergétique implanté rue du Docteur Schaffner à NOYELLES-SOUS-LENS (62221), de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prescrites à l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2004 modifié prescrivant une valeur limite de 0,1 ng/Nm³ en concentration en PCDD/F et de 90 µg/j en flux sur les rejets prélevés en semi-continu en sortie de la ligne n°1 de l'installation.

Le respect de la qualité du rejet sur le paramètre PCDD/F rappelé par la présente mise en demeure s'appréciera sur les résultats d'une période pouvant être considérée suffisamment représentative de rejets maîtrisés de 4 mois consécutifs de surveillance et intervenant au plus tard à compter du délai susvisé de 2mois suivant la notification de l'arrêté.

Constats :

Pour rappel, après une phase non complètement concluante durant laquelle de nombreuses investigations et études, actions diverses, essais et surveillance renforcée avaient été menés sur site en vue de solutionner la problématique de dépassements récurrents en dioxines et furannes

observés depuis mi-année 2022, des travaux plus conséquents de modifications techniques et «revamping» de certaines parties vieillissantes des deux lignes étaient envisagés dans le courant de l'année 2024 (à ce sujet, voir "rappel des éléments de contexte" et "constats" du point de contrôle n°1 de notre rapport d'inspection faisant suite à une inspection sur site du 10/04/2024).

A la suite de ce contrôle d'avril 2024, l'Inspection a été régulièrement informée par l'exploitant de la réalisation effective des travaux prévus, tous réalisés en 2024. Pour rappel, ces travaux pouvaient être classifiés dans trois domaines d'action :

- 1- pilotage et fiabilisation de la combustion (table d'alimentation, foyers, grille de combustion, extracteurs de mâchefers) et remplacement de tubes chaudières, visant à limiter les phases d'arrêts fortuits et de redémarrage
- 2- prévention / limitation des conditions de formation / reformation (by-pass des électrofiltres notamment).
- 3- captation et traitement : mise en place mélangeur statique dans la ligne des gaz entre économiseur et filtre à manches, optimisation du fonctionnement de ce filtre : dimensionnement et adaptation des fréquences et pressions de décolmatage, conditions d'injection du charbon actif.

Lors du contrôle mené sur site le 27/08/2025, l'Inspection a demandé à ce que les résultats des campagnes de surveillance en semi-continu des PCDD/F réalisées en 2025, non transmis, lui soient communiqués.

L'examen des résultats des PCDD/F en semi-continu montre le respect de la valeur limite de 0,08 ng/Nm³ pour tous les résultats des deux lignes. Ces résultats, exprimés en équivalent toxique dans les conditions normalisées (ng I-TEQ / Nm³ OTAN sur gaz sec à 11% O2) sont repris ci-dessous :

	Ligne n°1	Ligne n°2
du 26/12/2024 au 21/01/2025 :	0,0136	0.0064
du 21/01/2025 au 20/02/2025 :	0.0200	0.0052
du 20/02/2025 au 20/03/2025 :	0.0260	0.0070
du 20/03/2025 au 17/04/2025 :	0.0207	0.0082

du 17/04/2025 au 15/05/2025 :	0.0172	0.0050
du 15/05/2025 au 12/06/2025 :	0.0567	0.0207
du 12/06/2025 au 10/07/2025 :	0.0093	0.0323

Les derniers résultats transmis, non disponibles à la date de l'inspection, repris également ci-dessous, respectent la valeur limite réglementaire:

du 10/07/2025 au 07/08/2025 :	0.0550	0.0133
du 07/08/2025 au 04/09/2025 :	0.0095	0.0094
du 04/09/2025 au 02/10/2025 :	0.0041	0.0336

Les résultats des contrôles réglementaires du second semestre 2025 (mesures d'une durée de 6 heures au rejet) réalisés le 26/08/2025 pour la ligne 1 et le 11/08/2025 pour la ligne 2, portés à la connaissance de l'Inspection le 17/10/2025 sont également conformes:
0,003 ng I-TEQ / Nm³ pour la ligne 1 et 0,007 ng I-TEQ / Nm³ pour la ligne 2.

Les résultats des contrôles inopinés réalisés au cours du 1er semestre 2025 étaient également conformes:
- 0,0136 ng I-TEQ / Nm³ pour la ligne 1 (contrôle du 09 avril 2025) et 0,0013 ng I-TEQ / Nm³ pour la ligne 2 (contrôle du 26 mai 2025)

Les résultats de toutes les mesures (réglementaires et en semi-continu) réalisées sur le paramètre PCCD/F aux rejets des deux lignes en 2025 respectent assez largement la valeur limite réglementaire de 0,08 ng/Nm³ (et par conséquent aussi les flux réglementaires) ; ils tendent à montrer l'efficacité des actions ciblées réalisées en 2024 et un retour à une situation maîtrisée par l'exploitant et permettent aussi de proposer, sans réserve, la levée de l'arrêté de mise en demeure du 11/12/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

